

Épreuve pour la sanction

Formation générale des adultes

Code de l'épreuve

FRANÇAIS, LANGUE D'ENSEIGNEMENT

Programme de la formation de base diversifiée

Recourir à l'analyse pour
traiter un sujet – Cours 4
FRA-4104-2

Cahier de l'adulte

Version conçue pour l'atelier *Nouveau regard sur l'évaluation*

Évaluation de la compétence
Lire et apprécier des textes variés

Nom de l'adulte : _____

Code permanent :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Code du centre :

--	--	--	--	--	--

Date de passation de l'épreuve : _____

Congrès de l'AQIFGA 2015

Mise en situation

L'émission *Enquête* de Radio-Canada diffusait récemment un reportage intitulé *Bébé Business* où il est question d'un nouvel eldorado pour les couples à la recherche d'une mère porteuse, le Mexique. Parmi ces couples figurent des Québécois et des Canadiens qui souhaitent ardemment avoir un enfant.

Pour certains, l'idée de faire porter un enfant par une autre est une aberration; pour d'autres, la gestation pour autrui devrait être possible. Vous pensez que cette question mérite réflexion à cause des enjeux qu'elle soulève.

Pour mieux comprendre la problématique liée à la gestation pour autrui (GPA), vous avez recours à un texte qui fait une analyse du sujet.

Tâche

- Lecture et interprétation d'un texte analytique.

Consignes

- Prenez d'abord connaissance des pages 5 à 10 du présent document pour orienter votre lecture.
- Lisez le texte des pages 2 à 4 en prêtant attention aux divers aspects traités et au point de vue adopté par l'auteur.
- Formulez vos réponses en rédigeant des phrases complètes et prévoyez, s'il y a lieu, des paragraphes.
- Notez que la qualité de la langue sera aussi prise en compte dans l'évaluation de vos réponses.

Matériel autorisé

- Dictionnaires usuels et spécialisés unilingues français
- Grammaires
- Ouvrages sur la conjugaison

Tous les documents sont en version papier.

Durée : 150 minutes

Texte

Mères porteuses: ouvre-t-on la boîte de Pandore?

Depuis la naissance, en 1978 en Angleterre, de Louise Brown, le premier « bébé éprouvette », les techniques d'aide médicale à la procréation se sont développées rapidement. Avec ces techniques, dont celle de la gestation pour autrui (GPA), le rêve de nombreuses personnes de fonder une famille devient accessible. Bien que, à l'heure actuelle, il existe peu de données au Québec sur le nombre de mères porteuses ou le nombre d'enfants qui naissent grâce à elles, plusieurs croient que le recours à la gestation pour autrui pourrait avoir pris de l'ampleur.

« Une mère porteuse, ou gestatrice, est une femme qui accepte de porter un embryon conçu au moyen d'une technique de procréation assistée pour une autre personne ou un couple dans le but de remettre l'enfant à la naissance à cette personne ou à ce couple »¹. Concrètement, on peut implanter l'embryon issu d'une fécondation entre l'ovule et le sperme des parents adoptifs, implanter l'ovule d'une tierce personne, ou encore se servir de l'ovule de la mère porteuse. Génétiquement, l'enfant peut donc être celui du couple ou celui d'un de ses membres. Il peut aussi n'avoir aucun lien génétique avec le couple.

Certains pays tolèrent la gestation pour autrui (Belgique, Danemark, Pays-Bas...), alors que d'autres l'interdisent (Espagne, Allemagne, France, Italie). La Grèce et le Royaume-Uni permettent la GPA seulement si elle est faite gratuitement (on y accepte seulement des compensations pour les frais encourus pendant la grossesse et la perte de salaire). L'Inde et Israël permettent la gestation pour autrui, même contre rémunération. Aux États-Unis, il n'y a aucune politique nationale en matière de gestation pour autrui et la situation diffère d'un État à l'autre.

Le Canada n'interdit pas la maternité de substitution. L'article 6 de la Loi fédérale sur la procréation assistée permet la gestation pour autrui dans les provinces qui l'autorisent si elle est accomplie par une femme de 21 ans et plus. Par contre, cet article interdit de rétribuer directement ou indirectement (paiement d'hypothèque ou de frais de scolarité, par exemple) la mère porteuse. Mais la juriste française Muriel Fabre-Magnan soutient que, dans la réalité, la gratuité est une illusion et elle soulève la question du contrôle « *d'éventuels dessous de table* ». L'article 12 de la Loi canadienne réglemente le remboursement des dépenses (vêtements de maternité, déplacements pour des rendez-vous médicaux, médicaments) liées à la grossesse et pour lesquelles la mère doit présenter des reçus. Une mère porteuse peut également se faire rembourser tout salaire perdu si sa santé ou celle de l'enfant est menacée. Cependant, la situation diffère d'une province à l'autre. L'Alberta et la Colombie-Britannique, par exemple, reconnaissent la légitimité des contrats de mères porteuses.

Au Québec, par contre, la gestation pour autrui n'est pas reconnue juridiquement. Par conséquent, une entente conclue avec une mère porteuse n'a aucune valeur devant les

1. Site du gouvernement du Canada
[<http://canadiensensante.gc.ca/healthy-living-vie-saine/pregnancy-grossesse/donor-donneur-fra.php>]

tribunaux. « En s'engageant dans ce processus, les gens le font à leurs risques et périls »², prévient Me Dominique Goubau, professeur de droit à l'Université Laval et président du Comité en droit de la famille du Barreau du Québec. Comme le confirme Mme Vardit Ravitsky, professeure adjointe et directrice par intérim des programmes de bioéthiques au département de médecine sociale et préventive de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal : « D'abord, il y a le point de vue des parents "commanditaires". Il y a un risque pour eux que la mère porteuse ne leur remette pas l'enfant. Dans ce contexte, la mère porteuse est également sans protection, car les parents d'intention peuvent changer d'idée et refuser l'enfant né, par exemple s'il a un handicap, ou bien la promesse financière peut ne pas se matérialiser. Il y a un risque pour toutes les parties impliquées. »³ De plus, selon le Code civil du Québec, la femme qui accouche est, de fait, la mère de l'enfant, qu'elle ait fourni l'ovule ou pas. Ce sont les règles de l'adoption qui établissent la filiation de l'enfant à l'égard des parents d'intention.

Mais qu'est-ce qui motive certaines femmes à devenir mères porteuses? Elles se disent sensibles à la détresse de ceux qui ne peuvent avoir d'enfants. Elles se porteraient donc volontaires par altruisme et parce qu'elles éprouvent un sentiment d'accomplissement et de valorisation dans ce don de vie. Cependant, ce don ne se fait pas sans danger pour leur santé : risques liés à la fécondation in vitro ou à l'insémination artificielle, risques associés à la grossesse elle-même (fausse couche, grossesse ectopique, grossesses multiples ou autres complications) et problèmes qui peuvent survenir lors de l'accouchement (hémorragie, césarienne, etc.). Et que se passe-t-il psychologiquement? Comment vivent-elles leur grossesse puisqu'elles doivent la mener dans la perspective d'abandonner l'enfant qu'elles portent?

Ceux qui veulent qu'on reconnaisse les contrats de maternité de substitution défendent généralement le respect du droit – un tel droit existe-t-il? – à la procréation de tous les couples, qu'ils soient hétéro- ou homosexuels et de toutes les personnes célibataires. Ils invoquent aussi la liberté individuelle : le droit des couples qui désirent des enfants et le droit des femmes qui veulent être mères porteuses – le droit des femmes de décider de ce qu'elles font avec leur corps leur a d'ailleurs été reconnu par la Cour suprême du Canada. Mais qu'en est-il de la liberté de celles qui subissent des pressions financières ou sociales pour devenir mères porteuses?

Certains affirment que ces contrats peuvent être une source de revenus pour les mères porteuses, alors que d'autres croient qu'ils pourraient ouvrir la porte à l'exploitation des femmes les plus défavorisées. Aux États-Unis, les études démontrent que les mères porteuses sont majoritairement des femmes pauvres, noires ou d'origine hispanique. En Inde, comme on l'a vu dans un reportage présenté en 2010 à l'émission *Une heure sur terre* à Radio-Canada, les mères porteuses sont isolées et vivent « comme des poules au couvoir ». Pour la professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval Louise Langevin, la pratique des mères porteuses instrumentalise la femme, qu'on ramène à son rôle de reproductrice.

Même si les parents adoptifs sont remplis de bonnes intentions, la GPA soulève d'autres problèmes. Par exemple, doivent-ils faire connaître à l'enfant les circonstances de sa

2. <http://www.barreau.qc.ca/pdf/journal/vol44/201212.pdf>

3. <http://www.barreau.qc.ca/pdf/journal/vol44/201212.pdf>

naissance? Quelle est l'implication psychologique pour lui s'il sait qu'il a été conçu dans le but d'être abandonné? Par ailleurs, quel serait l'avenir d'un enfant dont personne ne voudrait parce qu'il ne correspond pas au désir des « clients »? Des chercheurs s'interrogent aussi sur l'impact de la GPA sur les autres enfants de la mère porteuse.

On ne peut rester insensible à la détresse des couples qui ne peuvent avoir d'enfants. Cependant, la gestation pour autrui soulève de nombreux problèmes juridiques et éthiques qui méritent une sérieuse réflexion. Au Québec, il subsiste un vide juridique qu'il faudra combler. Le législateur devra choisir entre interdire la pratique des mères porteuses ou l'encadrer pour éviter certaines dérives possibles et ainsi, protéger les femmes et les enfants.

Huguette Doray et Mireille Gauthier
Collaboration spéciale

1. Cerner le contenu

L'article intitulé *Mères porteuses : ouvre-t-on la boîte de Pandore?* porte sur une problématique d'actualité, celle de la gestation pour autrui.

Résumez ce texte **dans vos mots** en faisant ressortir les principaux éléments d'information, ainsi que les raisons invoquées en faveur de cette méthode de procréation et les problèmes qu'elle soulève. Votre résumé devrait contenir entre 250 et 300 mots.

Document de travail

Lined area for writing, overlaid with a large diagonal watermark reading "DOCUMENT DE TRAVAIL".

2. Dégager le point de vue

L'intention de l'auteur d'un texte analytique étant d'informer son destinataire, le point de vue qu'il adopte est généralement objectif. Selon vous, le texte lu présente-il cette caractéristique? Justifiez votre réponse en vous appuyant sur des éléments du texte.

DOCUMENT DE TRAVAIL

3. Interpréter le texte

En vous appuyant sur votre compréhension et votre interprétation du texte, répondez aux questions suivantes et **justifiez vos réponses**.

a) Dans le 9^e paragraphe de ce texte, on peut lire :

Par ailleurs, quel serait l'avenir d'un enfant dont personne ne voudrait parce qu'il ne correspond pas au désir des « clients » ?

Selon vous, pourquoi les auteures ont-elles mis le mot « clients » entre guillemets ?

b) La première phrase du 7^e paragraphe du texte comporte une question entre tirets :

Ceux qui veulent qu'on reconnaisse les contrats de maternité de substitution défendent généralement le respect du droit – un tel droit existe-t-il ? – à la procréation de tous les couples, qu'ils soient hétéro ou homosexuels et de toutes les personnes célibataires.

Selon vous, quelle intention poursuit les auteures en posant cette question ?

4. Réagir au texte

La lecture du texte *Mères porteuses : ouvre-t-on la boîte de Pandore?* vous a renseigné sur la problématique liée à la gestation pour autrui (GPA).

En vous appuyant sur vos champs d'intérêt, vos valeurs, vos connaissances ou vos expériences et sur des **éléments issus du texte**, faites part de votre réaction à ce texte.

DOCUMENT DE TRAVAIL

DOCUMENT DE TRAVAIL